

N° 5345

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

modifiant la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant
l'Etat à participer au financement de la modernisation,
de l'aménagement ou de la construction de certains
établissements hospitaliers

* * *

(Dépôt: le 4.6.2004)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (4.6.2004)	1
2) Texte du projet de loi	2
3) Exposé des motifs.....	2
4) Texte coordonné de la loi du ... modifiant la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'Etat à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers.....	3
5) Fiche financière	4

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.— Notre Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'Etat à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers.

Palais de Luxembourg, le 4 juin 2004

*Le Ministre de la Santé
et de la Sécurité sociale,*

Carlo WAGNER

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Article unique.— La loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'Etat à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers est modifiée comme suit:

- 1) L'article 1er est complété par un dix-septième tiret nouveau, ainsi rédigé:

„— de la modernisation du Centre de Convalescence Fondation Emile Mayrisch à Colpach, pour un montant qui ne peut dépasser 21.599.885 euros.“
- 2) L'article 2 est modifié comme suit:

„— Les montants dont question ci-dessus correspondent à la valeur 503,26 de l'indice annuel des prix à la construction, hormis celui prévu au 17ème tiret de l'article 1er et qui correspond à la valeur 579,98 , et s'entendent sans préjudice de l'évolution de cet indice.“

*

EXPOSE DES MOTIFS

Par l'article 11 de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers l'Etat entend assurer au pays une infrastructure sanitaire conforme aux besoins réels du pays en participant à raison de 80% aux frais des investissements mobiliers et immobiliers et notamment, des grands projets de construction ou de modernisation, des établissements autorisés par le Ministre de la Santé.

Une première loi de financement, complétée entre-temps par les amendements du 18 juillet et du 17 décembre 2003, a été votée à cet effet en date du 21 juin 1999.

Le présent projet vise à faire bénéficier le Centre de convalescence de Colpach de ces mêmes aides de l'Etat.

En effet cet établissement relève également de l'empire de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers et, à ce titre le Centre de Convalescence de Colpach est inscrit au plan hospitalier du 18 avril 2001 avec 100 lits de convalescence.

Ce site est exploité depuis le début des années 50 comme établissement de convalescence par la Fondation Emile Mayrisch.

Les dernières modernisations partielles à cet édifice datent de 1968 de sorte qu'une modernisation en profondeur s'impose de façon urgente afin que cet établissement puisse encore répondre correctement à la mission lui confiée dans le cadre de la planification hospitalière et par ailleurs se conformer aux règles de sécurité exigées actuellement pour ce genre d'établissement.

Le présent projet de modernisation, élaboré en collaboration avec l'Administration des Sites et Monuments, prévoit à la fois, en remplacement des annexes actuelles, la construction d'un bâtiment, conçu selon les règles de l'art pour répondre de la façon la plus pertinente et la plus efficiente aux besoins des patients qui nécessitent une prise en charge en vue de leur convalescence ainsi que pour conserver le site historique du Château de Colpach.

Les plans et devis de l'avant-projet sommaire (APS) de cet ouvrage ont été soumis et avisés favorablement par la Commission permanente pour le secteur hospitalier dans son avis du 28 janvier 2004 et ils ont reçu l'aval du Gouvernement en Conseil en date du 20 février 2004.

Le présent avant-projet vise à autoriser l'Etat à participer au financement de cet ouvrage et le montant y prévu est celui qui résulte de l'avant-projet définitif (APD) pour cette modernisation introduite par le maître d'ouvrage en date du 2 avril 2004. Le montant de l'avant-projet définitif (APD) dépasse celui de l'APS prémentionné de 10,9% (23.428.304 euros (indice 503,26) dont 18.742.643 (soit 80% du montant total) euros à charge de l'Etat).

Cette majoration s'explique essentiellement du fait de la recherche d'une solution intérimaire pour le logement sur le site de Colpach des convalescents pendant la période de modernisation, afin de réduire les nuisances à leur égard pendant les travaux qui grâce à cette solution pourront être ramenés à 36 mois au lieu des 6,5 ans initialement prévus.

Avec la réalisation de ce projet, implanté dans un site historique revalorisé et bénéficiant à la région environnante, le pays se dotera de nouveau d'une structure de convalescence moderne, indispensable pour la patientèle visée et parfaitement complémentaire aux autres structures hospitalières prévues par

la planification afférente et qui pourra offrir au moins les mêmes prestations et le même confort que les structures analogues des pays avoisinants.

*

TEXTE COORDONNE

**de la loi du ... modifiant la loi modifiée du 21 juin 1999
autorisant l'Etat à participer au financement de la
modernisation, de l'aménagement ou de la construc-
tion de certains établissements hospitaliers**

(en gras: la modification faisant l'objet du présent projet de loi)

Art. 1er. L'Etat est autorisé à participer, conformément aux dispositions des articles 11 et 13 et suivant les modalités prévues aux articles 15 à 17 de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers, au financement:

- de la modernisation de l'Hôpital de la Ville d'Esch-sur-Alzette, pour un montant qui ne peut dépasser 2.710.340.000 francs,
- de l'aménagement du Centre national de radiothérapie François Baclesse, pour un montant qui ne peut dépasser 336.283.000 francs,
- de l'extension du Centre national de radiothérapie François Baclesse, pour un montant ne pouvant dépasser 17.169.315 euros,
- de la modernisation de la Clinique Sainte-Marie à Esch-sur-Alzette, pour un montant qui ne peut dépasser 572.183.000 francs,
- de la modernisation de l'Hôpital Princesse Marie-Astrid à Differdange-Niedercorn, pour un montant qui ne peut dépasser 401.532.000 francs,
- de la modernisation de l'Hôpital de la Ville de Dudelange (partie hôpital), pour un montant qui ne peut dépasser 361.379.000 francs,
- de la construction du Centre National de rééducation fonctionnelle et de réadaptation, au Kirchberg, pour un montant qui ne peut dépasser 60.053.312 euros,
- de la modernisation du Centre Hospitalier de Luxembourg, hôpital municipal, Maternité et Clinique pédiatrique, pour un montant qui ne peut dépasser 47.479.220 euros; ce montant est majoré de 30.521.340 euros pour la modernisation de la clinique pédiatrique et de 3.644.564 euros pour la modernisation de la maternité,
- de la construction de l'Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle, pour un montant ne pouvant dépasser 7.873.602 euros,
- de la modernisation de la Clinique d'Eich, Fondation N. Metz, pour un montant ne pouvant dépasser 18.669.448 euros,
- de la construction de l'Hôpital François-Elisabeth à Luxembourg-Kirchberg, pour un montant qui ne peut dépasser 113.261.353 euros,
- de la construction de la Clinique Dr Bohler à Luxembourg-Kirchberg pour un montant qui ne peut dépasser 17.060.375 euros,
- de la modernisation de la Clinique Sainte-Thérèse à Luxembourg, pour un montant qui ne peut dépasser 853.255.000 francs,
- de la construction d'un nouvel hôpital à Ettelbruck, pour un montant qui ne peut dépasser 95.960.383 euros,
- de la modernisation du Centre hospitalier neuropsychiatrique à Ettelbruck, pour autant qu'il s'agit des lits et structures aigus et de réadaptation, pour un montant qui ne peut dépasser 1.905.269.000 francs,
- de la modernisation de la Clinique St.-Joseph de Wiltz, pour un montant qui ne peut dépasser 376.436.000 francs,
- **de la modernisation du Centre de Convalescence Fondation Emile Mayrisch à Colpach, pour un montant qui ne peut dépasser 21.599.885 euros.**

Un règlement grand-ducal établit le modèle de la convention à conclure avec les maîtres d'ouvrage et détermine les modalités de la participation de l'Etat dans les investissements hospitaliers.

Art. 2. Les montants dont question ci-dessus correspondent à la valeur 503,26 de l'indice annuel des prix à la construction, hormis celui prévu au 17ème tiret de l'article 1er et qui correspond à la valeur 579,98, et s'entendent sans préjudice de l'évolution de cet indice.

Art. 3. Au cas où l'avancement des travaux obligerait l'un ou l'autre établissement visé ci-avant à préfinancer la part des subventions accordées par l'Etat, mais non encore versées, l'Etat s'engage à supporter la charge d'intérêt relative à cette part.

Art. 4. (1) Les frais des experts chargés par l'Etat du contrôle général de la mise au point et de l'exécution des projets d'investissements hospitaliers subventionnés à charge du fonds spécial des investissements hospitaliers sont à charge des établissements hospitaliers, ils sont éligibles pour l'octroi d'une aide de l'Etat au même titre que les investissements auxquels ils se rapportent, conformément aux conditions et modalités prévues par les articles 11 et 13 de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers.

(2) Les participations aux frais afférents de l'Etat sont liquidées à charge du fonds spécial des investissements hospitaliers par dépassement, le cas échéant, des plafonds fixés à la présente loi.

(3) Le Gouvernement est autorisé à imputer à charge du fonds la participation de l'Etat aux frais d'études en vue de l'établissement de l'avant-projet sommaire, de l'avant-projet détaillé, du dossier d'autorisation, du dossier projet de loi ainsi que les intérêts débiteurs des lignes de crédit, concernant les projets de construction et de modernisation énumérés au plan hospitalier en vigueur.

Par projet, les dépenses pour frais d'études et lignes de crédit ne peuvent dépasser le montant plafond fixé à l'article 80, paragraphe (1) sous d) de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat.

*

FICHE FINANCIERE

Le Centre de convalescence de Colpach relève de la loi du 21 août 1998 sur les établissements hospitaliers.

Vu les articles 11 et 16 de la loi précitée, le financement de sa modernisation est à charge de l'Etat pour 80% du coût.

Colpach est inscrit au plan hospitalier du 18 avril 2001 avec une capacité de 100 lits de convalescence.

Tableau de calculs: **Projet de modernisation Centre de Convalescence de Colpach;**

(selon le modèle proposé par le Conseil d’Etat lors des modifications précédentes de la loi du 21.6.1999 autorisant l’Etat à participer au financement de la modernisation, de l’aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers)

Projet	FLUX	conv. euros	Indice 100	Indice 503,26	Indice * 550,19	Indice * 563,36	Indice * 569,61	Indice * 575,85	Indice * 579,98
Colpach	Coût du 1er projet (APS, 100%) introduit par le maître d’ouvrage en date du 12.12.2000: 676.971.647 Flux indice 529,74								
APS (2001)	649.198.250	16.093.204	3.197.791	16.093.204	17.593.928	18.015.077	18.214.939	18.414.481	20.276.052
Subside Etat (80%)				12.874.563				14.731.585	16.220.842
Colpach	Coût du 2ème projet (APS, 100%) introduit par le maître d’ouvrage en date du 4.7.2003: 24.173.698 indice 575,85								
APS (2003)				21.126.431				24.173.698	24.347.072
Subside Etat (80%)				16.901.145				19.338.958	19.477.658

Différence de coût: APS 2003 / APS 2001: + 31,2%

Sur avis de l’Administration des Sites et Monuments et afin de ne pas toucher à la substance du site historique, le centre de convalescence, selon l’APS 2003 est reconstruit à côté du Château de Colpach

Le Gouvernement en Conseil a favorablement avisé l’APS 2003 en sa séance du 20 février 2004 (PV No 07/04)

Projet	FLUX	conv. euros	Indice 100	Indice 503,26	Indice * 550,19	Indice * 563,36	Indice * 569,61	Indice * 575,85	Indice * 579,98
Colpach	Coût du 2ème projet (APD, 100%) introduit par le maître d’ouvrage en date du 2.4.2004: 26.807.592 indice 575,85								
APD (2004)				23.428.304				26.807.592	26.999.856
Subside Etat (80%)				18.742.643				21.446.074	21.599.885

La différence de coût APD/APS s’explique notamment par le recours à une solution intérimaire de logement des convalescents afin de réduire les nuisances à leur égard pendant le temps de construction ainsi que la durée des travaux de 6 à 3,5 ans.

Le Gouvernement en Conseil a favorablement avisé l’APD du 2.4.2004 en sa séance du 30 avril 2004 (PV No 014/04) et souhaité que le montant soit porté à l’indice 579,98 des prix à la construction.

Légende: **APS** = Avant-Projet Sommaire; **APD** = Avant-Projet Définitif

